



«L'Europe n'est pas entre les bonnes mains»

Notre alternative à une Europe conservatrice : une stratégie pour l'emploi, la croissance juste et le progrès social

Déclaration adoptée par la Conférence des Leaders du PSE Athènes, le 4 mars 2011

Nous, Leaders du PSE, nous sommes réunis à Athènes à un moment historique pour discuter de notre alternative progressiste aux mesures d'austérité à tous prix. Le mois de mars sera décisif pour l'Union européenne, pour la zone euro et, surtout, pour les citoyens européens. L'UE est fondée sur deux principes qui sont aujourd'hui mis à mal : la solidarité et la communauté de destin. Les conservateurs européens veulent sacrifier ces principes en créant une concurrence entre les États et les citoyens. Les propositions qu'ils ont inscrites à l'ordre du jour du conseil européen du mois prochain sont guidées par la volonté d'institutionnaliser l'austérité et d'affaiblir nos modèles sociaux et nos systèmes de protection sociale. En dépit de tous les signaux observés au cours des 30 derniers mois, ils ne semblent pas vouloir dévier de leur objectif, qui est de faire payer au citoyen les dysfonctionnements des marchés financiers. L'Europe n'est pas entre les bonnes mains.

Le PSE propose une alternative claire, socialement responsable et économiquement crédible pour une croissance juste, pour l'emploi, le progrès social et l'équilibre budgétaire. Notre parti sait que la responsabilité de la crise n'incombe ni aux citoyens ni à la protection sociale mais bien à la cupidité, aux politiques irresponsables mises en œuvre ces dernières années par les gouvernements conservateurs de certains États membres et à l'absence de régulation des marchés financiers.

En 2011, le démantèlement de la protection sociale aura pour effet de réduire le niveau de vie en Europe et d'affaiblir encore plus les plus modestes. Les conservateurs envoient aux citoyens européens un message clair : «Nous décidons; vous êtes sacrifiés». Ils feraient bien de ne pas oublier que seuls les riches ont les moyens de vivre dans un État sans moyen.

Lors du prochain sommet extraordinaire des Chefs d'État de la zone euro et du conseil européen du mois de mars, la droite continuera de faire pression pour imposer son programme injuste, socialement préjudiciable et économiquement infondé, qui consiste à réduire les budgets et à étouffer la croissance. Les conservateurs se retranchent derrière des détails techniques et des concepts vagues pour appliquer leur approche idéologique, qui préconise un état faible et des marchés tout-puissants. Sous prétexte d'«accroître la compétitivité», les gouvernements conservateurs tentent d'imposer à tous les États membres un «Pacte», ou plutôt un diktat ultra-néolibéral d'austérité pure qui empêcherait la sortie de crise.

Si les États membres ne résistent pas aux fortes pressions exercées par les gouvernements conservateurs français et allemand, et s'ils ne se mettent pas d'accord sur une stratégie commune forte pour financer une nouvelle croissance européenne, dans un contexte de réductions fiscales, et pour apporter une bonne fois pour toutes une réponse convaincante à la crise de la dette européenne, ils s'exposent à des conséquences désastreuses et irréversibles sur les politiques fiscales, la croissance et les politiques sociales et de l'emploi. Les exigences franco-allemandes réduiraient les pays européens à l'état de filiales. Si l'Europe est dominée par deux pays, la voix des petits États membres et du Parlement européen démocratiquement élu a peu de chances d'être entendue. Nous ne pouvons pas laisser l'Europe devenir un ensemble de pays concurrents. L'Europe est une valeur en soi. Nous savons que la solution à la crise passe obligatoirement par la méthode communautaire, fondée sur la coordination, la subsidiarité et la solidarité, une méthode qui nécessite l'implication de toutes les institutions et tous les États membres de l'UE.

La même logique se retrouve dans l'«*Examen annuel de la croissance*» de la Commission Européenne, qui demande aux États membres de renforcer les mesures d'austérité, d'intervenir dans les conventions collectives afin de réduire les salaires, d'affaiblir la protection sociale et l'emploi, les normes sociales et les services publics, des exigences qui sont en contradiction directe avec les objectifs de la stratégie Europe 2020 et ses lignes directrices intégrées.

L'objectif de toutes ces manœuvres de la droite (l'adoption du Pacte et des mesures proposées dans l'examen annuel de la croissance, suivies dans les programmes de réforme nationaux) est de rendre quasiment impossible la mise en œuvre de politiques progressistes dans les États membres et les régions, de démanteler nos États-providence, d'entraver le dialogue social et la souveraineté des États membres, et d'accroître l'influence des marchés financiers dans la société.

Le Pacte et l'examen de la croissance suivent aussi la même ligne que la proposition de réforme de la gouvernance économique européenne, sur laquelle le Parlement européen doit encore rendre son avis. L'amélioration de la gouvernance économique concerne la coopération en Europe. Mais la proposition sur la table place les sanctions et la défiance mutuelle au cœur de l'UE. Si elle est adoptée telle quelle, elle aura des conséquences désastreuses sur nos modèles sociaux. Elle ne tiendra aucun compte du rôle des partenaires sociaux, du droit de convention collective ni de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Elle aurait pour effet de casser le lien déjà fragilisé qui existe entre les Européens et leurs représentants européens élus.

La droite européenne a des œillères. Elle ne tient aucunement compte des causes et des multiples facettes de la crise qui menace notre économie et nos sociétés. La guerre des devises actuelle, les politiques commerciales, la spéculation sur les produits de base, l'absence de transparence du système pourtant amélioré sont autant de symptômes qui reflètent les erreurs de l'approche conservatrice.

L'Europe n'est pas entre les bonnes mains. Le PSE peut faire mieux que les conservateurs, et ce dans tous les domaines qui revêtent un intérêt pour les citoyens européens. Notre parti propose un projet pour la création d'une croissance juste, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, le progrès social, une politique industrielle européenne renouvelée, de nouveaux revenus, pour réduire la dette publique et exploiter au mieux tout ce que l'UE a à

offrir. Notre alternative repose sur la solidarité, la justice sociale, l'égalité, y compris entre les hommes et les femmes, et la responsabilité. Elle est aussi fondée sur le respect de la démocratie et le rejet de toute forme d'extrémisme. Dans les 5 années à venir, la différence entre notre stratégie et celle d'austérité de la droite sera de 8 millions d'emplois. Notre alternative permettrait donc de mettre l'Europe sur la voie du plein emploi. Il permettrait de générer une croissance économique beaucoup plus forte et de renforcer la cohésion sociale. C'est la seule stratégie réellement capable de combattre la crise de la dette et de garantir la viabilité à long terme des finances publiques. Les dirigeants du PSE demandent que soient prises les mesures communes ci-après :

- 1. Ensemble, nous pouvons générer une croissance nouvelle et juste.** Le PSE est favorable à une amélioration de la compétitivité, qui est une condition essentielle au renforcement de la croissance. Mais ce n'est pas en réduisant les salaires et les normes sociales que nous rendrons l'économie européenne plus compétitive. Notre économie a besoin d'une véritable **politique industrielle européenne**, d'une stratégie de coordination de l'investissement et de la réglementation pour être plus intelligente, plus verte et plus inclusive. Les conditions cadres doivent être améliorées pour tous les secteurs industriels, l'innovation doit être stimulée, l'éducation et la formation améliorées, les infrastructures renforcées et l'énergie et l'efficacité énergétique accrues. Des normes européennes doivent être établies. L'UE et les États membres doivent investir davantage dans l'activité manufacturière. Les conditions de travail doivent être améliorées et les conséquences de la restructuration industrielle doivent être examinées de près.
- 2. Ensemble, nous pouvons créer de l'emploi et apporter un réel progrès social.** Un Pacte européen pour l'emploi et le progrès social pour une croissance juste doit être mis en œuvre, de manière à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et à combattre les inégalités. L'instauration d'une véritable égalité entre les femmes et les hommes est un élément central de ce Pacte progressiste. Les États membres ont besoin de nouvelles marges de manœuvre financières pour investir dans une éducation de qualité, dans des systèmes de formation, dans l'innovation et dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que les technologies vertes, la santé et les soins. Les politiques d'activation du marché du travail doivent être renforcées. Des politiques spécifiques doivent être mises en place pour lutter contre le chômage des jeunes et contre la discrimination des jeunes sur le marché du travail. L'intégration des femmes sur le marché du travail doit, elle aussi, être améliorée, notamment via le développement de l'accueil des enfants. Les systèmes nationaux de sécurité sociale doivent être préservés et renforcés par l'adoption de normes sociales minimales communes. Ces normes minimales doivent, en particulier, garantir un revenu minimum, un salaire décent et la qualité du travail. Des programmes et politiques spécifiques doivent être élaborés pour garantir l'intégration sociale de tous les Européens, supprimer les inégalités et combattre la pauvreté. En outre, les questions sociales doivent être intégrées dans toutes les politiques et dans tous les programmes européens et nationaux. Le PSE lancera prochainement une campagne sociale de grande envergure pour faire entendre ces revendications et attirer l'attention sur les conséquences sociales dramatiques des politiques conservatrices mises en œuvre en Europe.
- 3. Ensemble, nous pouvons améliorer l'efficacité des dépenses publiques, au lieu de procéder à des coupes franches immédiates.** Grâce à des investissements stratégiques, nous pouvons sortir de la crise de l'emploi, et mettre en place un nouveau modèle de croissance juste. De nouveaux instruments fiscaux, tels que la mise en place d'une taxe sur les transactions financières ou une fiscalité écologique, permettraient de générer des revenus supplémentaires pour l'investissement ; ces

mesures sont des exemples de la fiscalité juste que nous voulons mettre en œuvre. La mesure réaliste consistant à instaurer une taxe sur les transactions financières générerait 200 milliards de revenus supplémentaires par an. Il s'agit d'une taxe juste, qui n'affecterait pas les citoyens, mais uniquement les marchés financiers, et surtout les spéculateurs. Cette taxe assurerait que ceux qui sont responsables de la crise financière sont ceux qui contribuent à la relance de l'économie. De plus, dans toute l'Union Européenne, les fonds européens doivent être pleinement utilisés, et en particulier les fonds de cohésion, permettant des investissements la croissance et l'emploi.

- 4. Ensemble, nous pouvons gérer la dette publique de la zone euro et développer son pilier économique de façon équitable.** La solution passe notamment par la création de nouveaux revenus pour financer des investissements porteurs d'emplois. La croissance de notre économie et la création d'emplois permettront d'augmenter les recettes fiscales et de réduire les dépenses publiques affectées aux prestations. Mais nous pouvons et nous devons aller encore plus loin pour faire face à la situation spécifique de la zone euro, où les spéculateurs sont laissés libres d'exploiter les divergences entre États membres, parce que le pilier économique de la zone euro n'est pas suffisamment développé. Nous devons mettre en place un mécanisme de secours vraiment efficace pour la zone euro, comprenant des instruments crédibles assurant une contribution juste du secteur bancaire au coût de la crise. Le soutien financier de la zone euro envers les États membres en difficulté doit avoir pour but la relance économique. Dans cette optique, les aides financières déjà attribuées doivent être renégociées, leurs taux d'intérêts diminués et l'échéance pour le remboursement allongée. Nous devons renforcer la cohérence interne de la zone euro au travers d'investissements ciblés et d'une hausse des salaires. Nous devons réduire les écarts qui existent entre les taux d'intérêt des différents États membres. La zone euro pourrait aussi bénéficier de la mise en place d'un mécanisme, par exemple d'une agence de stabilité qui émettrait des eurobonds en vue d'une gestion commune d'une partie déterminée de la dette publique et d'investissements transfrontaliers. La mise en place d'eurobonds ne serait qu'un des aspects d'une stratégie économique commune plus large pour la zone euro, permettant une intégration plus forte. Par ailleurs, il sera nécessaire d'améliorer la coordination des politiques économiques nationales, y compris les politiques budgétaires et fiscales, afin de pouvoir profiter de tous les avantages de l'euro en termes d'emploi et de croissance.
- 5. Ensemble, nous pouvons utiliser l'UE aux fins auxquelles elle est destinée.** L'UE représente une opportunité fantastique pour ses citoyens et ses États membres. La coopération, la solidarité et le budget de l'UE offrent un potentiel considérable pour l'emploi et l'économie. Mais pour pouvoir exploiter ce potentiel, nous devons modifier les règles qui régissent l'UE. Des progrès énormes doivent être faits en matière de régulation financière. En outre, la réforme de la gouvernance économique de l'UE doit mettre en place un cadre non partisan et ne pas condamner l'Union à une chute inéluctable. Pour cela, nous avons besoin de règles fiscales intelligentes qui laissent la place à l'investissement et à des politiques contracycliques.

Il existe une autre voie pour l'Europe. Le PSE a identifié clairement des bases et des sources de financement à long terme qui permettront à l'Europe de préserver et de consolider son modèle social. Cette voie n'est pas seulement socialement juste, elle est aussi pertinente du point de vue économique. Elle donne à l'Europe une nouvelle orientation. Une orientation fondée sur l'égalité et l'équité, l'emploi et la croissance, et sur une véritable contribution des marchés financiers à la société.